



Sécurité alimentaire et sécurité environnementale*

Corrado Pirzio-Biroli

CEO, RISE Foundation

Gent, 7 March 2008

* Presentation at the Cercle Royal La Concorde

La hausse des prix agricoles et la dégradation de l'environnement sont des signes que l'explosion démographique, l'urbanisation, le développement économique et les changements dans les modes de consommation et du style de vie amènent progressivement à la pénurie alimentaire et énergétique et rapprochent le monde de l'effondrement de notre environnement. Cette combinaison de facteurs pourrait bien faire l'effet d'une bombe à retardement dans les cinquante années à venir. Sécurité alimentaire, environnementale et énergétique, surtout dans un contexte de changement climatique, sont devenues les grands défis pour la survie de notre planète. Ici je parlerais surtout des deux premières.

La population mondiale comptera en 2050 plus que neuf milliards d'habitants, trois milliards plus qu'aujourd'hui dont deux tiers en Asie et en Afrique. Il faut souligner que quatre milliards vivront dans seulement six pays¹, dont aucun aura le climat, les sols, l'eau ou d'autres conditions nécessaires pour couvrir ses besoins alimentaires. Cette croissance démographique est à la base de tous les défis cités. Il a été calculé que l'ajout de 70.000 nouveaux habitants par an requiert trois millions de hectares pour logements et infrastructures. Quelques 400,000 hectares seraient à eux seuls affectés annuellement au développement du réseau routier et autoroutier et des aires de stationnement.

Le défi environnemental.

Nos vies seront de plus en plus affectées par des problèmes environnementaux, qui ont été dernièrement décrits de façon très convaincante par Jared Diamond dans son livre *Collapse* sur comment les sociétés choisissent d'échouer ou de réussir. Le destin des civilisations – di-t-il - dépend en dernière analyse de leur attitude à résoudre les défis environnementaux, pour la plupart liés au dépérissement des ressources naturelles. Plusieurs sociétés comme l'Ile de Pâques, les Mayas, les Vikings et Haïti doivent leur disparition ou crise terminale à la dégradation de leur environnement; d'autres comme le Rouanda et le Darfour au Soudan ont souffert de génocides surtout à cause d'un échec environnemental. D'autres encore comme l'Australie et le Montana risquent de les suivre à brève échéance.

Les problèmes environnementaux qui ont pris des proportions inquiétantes ces dernières années sont surtout l'utilisation des énergies fossiles, la capacité photosynthétique en voie de saturation, les substances chimiques toxiques (insecticides, pesticides, herbicides) et les émissions de gaz de serre tels que le dioxyde de carbone et le méthane. D'autres problèmes sont plus anciens : le déclin des ressources naturelles, la perte de biodiversité, le recul des sols

¹ Inde (1,5 milliards), Chine (1,4 milliards), Indonésie et Pakistan (300-350 millions chacun) et Nigéria et Bangladesh (avec une moyenne de 250 million chacun)

en raison de l'érosion par l'eau et le vent, la pénurie d'eau douce, la question des espèces invasives et ainsi de suite.

L'intensité et la fréquence de ces problèmes se sont amplifiées dans le dernier demi-siècle. Qui en porte la responsabilité ? D'abord les choix et les comportements individuels, c'est-à-dire de chacun de nous. Ces maux sont bien sûr liés aussi aux choix politiques en matière d'énergie, d'infrastructure, de recherche et aussi en matière d'agriculture et de développement rural et surtout de transports. Mais c'est en dernière analyse notre insouciance face aux signes de dégradation de nos environs qui sont la vraie cause du manque de courage du monde politique de faire recours aux mesures, parfois radicales, qui s'imposent.

Prenons un exemple parmi les plus frappants, celui de l'agriculture de l'Australie, un pays qui ne manque pas de moyens, un continent qui a été décrit comme le moins productif de la planète. Une grande partie de ses terres est inadaptée à toute forme d'agriculture alors que dans le restant du pays, les sols sont de plus en plus pauvres, les taux de croissance des végétaux et de la productivité sont médiocres, et les surcoûts résultants de l'usage excessif des engrais et d'énergie pénalisent ultérieurement la rentabilité du secteur. Ainsi, 80% des profits tirés de l'agriculture australienne proviennent de moins que 0,8% des terres cultivées. Le déclin de la soutenabilité de l'agriculture Australienne n'est pas unique. Sans mesures correctives nombreux pays ne peuvent échapper à l'échec environnemental, qui risque désormais de devenir planétaire.²

Le défi alimentaire

Populations et gouvernements sont plus concernés par le risque de pénurie alimentaire, dont l'impact social, politique et économique est plus immédiat, que de la dégradation de l'environnement qu'il est souvent préférable de traiter ou faire traiter concrètement par les prochains gouvernements et les prochaines générations. Mais si certains affirment que, si on ne protège l'environnement aujourd'hui, on manquera de nourriture demain ; d'autres rappellent que l'histoire a toujours fini par donner tort aux prophètes de malheur.

Nous savons bien sûr tous que nous devons à la mécanisation de l'agriculture et à la révolution chimique si nous avons pu éviter des famines répétées dans plusieurs parties du monde et limiter les guerres et émeutes pour cause alimentaire.³ Mais l'agriculture industrialisée a aussi le revers de sa médaille: un usage croissant d'énergie, des émissions de gaz de serre croissantes, et une dégradation galopante de notre environnement. Un tiers de la production des terres agricoles à céréales a été convertie de la consommation humaine à la consommation animale.⁴ Les hausses de productivité auxquelles nous nous étions habitués se sont progressivement réduites, en particulier à cause d'une pénurie croissante d'eau et de l'érosion des sols, du labourage et pâturage intensif et insoutenable, d'une augmentation plus

² Voir: Jared Diamond, *Collapse : How Societies Choose to Fail or Succeed*, ed. Penguin (2005)

³ En 1850 une ferme-type aux E.U. produisait assez pour nourrir quatre personnes. En 1982 elle produisait assez pour 78 personnes. Aujourd'hui elle devrait pouvoir nourrir au moins 130 personnes. Sans les engrais et les pesticides utilisés couramment, l'Europe aurait besoin de trois fois les terres actuellement cultivées pour produire sa nourriture.

⁴ Depuis 1950 la production mondiale de viande s'est accrue six fois dépassant les 250 millions de tonnes. La consommation annuelle moyenne de viande d'une famille américaine de quatre personnes (35 kg. de viande par personne) requiert la consommation d'environ 1000 litres de fuel fossile, dans l'utilisation décharge 2,5 tonnes de CO₂ dans l'atmosphère, la même quantité que une voiture moyenne émet en six mois d'opération normale. En outre, l'éleveurs du bétail sont les transformateurs les plus inefficients de céréales en protéines, nécessitant 7 kg. de céréales pour chaque kg. de gain de poids, deux fois la quantité qu'il faut pour un kg. de viande de porc, et trois fois par rapport à celle de poulet.

récente de production de biocarburants et d'un accroissement des températures avec des effets dans l'ensemble négatifs pour la production agricole. Même si la productivité des récoltes devrait continuer à croître en Europe et en Asie, elle devrait plutôt diminuer en Afrique et Amérique Latine.

Ce n'est pas qu'il y a un manque de nouvelles terres aptes à la culture, mais elles sont insuffisantes, en diminution et pour la plus part inaptes ou difficiles à exploiter. S'il y a place pour une expansion de terres cultivées dans certains pays, il y a par contre réduction de ce genre de terres dans d'autres avec une productivité par ha souvent supérieure.

En outre, un accroissement des terres cultivées et leur colonisation, notamment au Brésil aurait des effets négatifs pour la soutenabilité des sols, le recyclage des pluies dans le pays même, ainsi que la biodiversité, la capacité de séquestration de carbone de la forêt amazonienne et donc le changement climatique affectant aussi le reste du monde. Dans certains pays, en particulier en Afrique, on ne peut s'attendre à un essor de la production agricole sans réforme agraire et/ou d'autres politiques, notamment des prix, mal vues par la population urbaine. En réalité dans ces pays la disponibilité de terres agricoles diminue rapidement. Les déserts sont en expansion, surtout au prix d'une diminution des surfaces céréalières et pastorales. On a pu ainsi par exemple enregistrer des pertes de terres agricoles de 700.000 hectares par an en Chine et au Nigéria à cause de la désertification.

Dans le secteur céréalier, la demande mondiale tend à excéder l'offre qui recule sans cesse, notamment en Chine, en Inde (dont la région du Punjab, son grenier à blé), aux Etats-Unis (notamment les Grandes Plaines méridionales et du Sud-ouest), en Australie de même que dans d'autres états tels que l'Ukraine et le Kazakhstan. Aussi, selon un rapport récent de la Banque Mondiale, la production annuelle céréalière chinoise a diminué de 50.000 tonnes entre 1998 et 2004, alors que les régions nord du pays se sont littéralement désertifiées.

La F.A.O prévoit la persistance de prix alimentaires élevés et met en garde que les pays pauvres importateurs nets de produits alimentaires, dont la dépense alimentaire a doublé depuis 2000, devront faire face à d'autres augmentations "alarmantes" des prix alimentaires, à une consommation alimentaire en diminution et à une malnutrition croissante ce qui rend les objectifs des Nations Unies de réduction de la faim virtuellement inatteignables. Le Programme Alimentaire Mondial des N.U. vient de se plaindre d'une chute des livraisons alimentaires à cause de la hausse des prix.

La première conséquence de tous cela sont des sérieux coûts sociaux et économiques pour les pays et les personnes les plus pauvres, car la nourriture ne représente que 10% de la consommation des ménages par exemple aux Etats-Unis, mais 30% en Chine et jusqu'à 60% au Sud du Sahara. De surcroît les pays qui dépendent le plus de l'aide alimentaire souffrent de sa réduction lorsque les prix montent. Les perdants sont surtout les pauvres des villes, même si tous finissent de souffrir des politiques monétaires restrictives qui visent à enrayer les effets inflationnistes de toute pénurie alimentaire.

Mais alors que la distribution des revenus empire et des gens ont faim on registre souvent une deuxième conséquence, celle là d'ordre politique : des grèves et émeutes récurrentes d'origine alimentaire. Qui a oublié les grèves pour manque de viande dans les années septante au Chili qui ont fini pour terrasser Allende, ou celles de 1965, puis 1998 en Indonésie qui ont coûté le pouvoir à Suharto. Qui ne se souvient plus des crises alimentaires qu'a connu la Chine en

1988, qui ont été suivies par des troubles sociaux, voir des émeutes civiles ? Pour ne pas parler des grèves de la tortilla au Mexique ou des protestations de la pasta asciutta en Italie.

Des à présent, pour limiter le risque d'émeutes alimentaires, les gouvernements, surtout ceux des pays pauvres ont tendance à alléger l'impact des hausses de prix alimentaires en introduisant des taxes à l'exportation (comme l'Indonésie vient de faire pour l'huile de palme) ou carrément bloquant les exportations (comme le Canada e l'Australie ont fait en 2002, la Russie en 2003, le Viêt-Nam en 2004 et l'Argentine en 2005 et l'Arabie Saoudite en 2008), ou bien en réduisant les taux de douane, voir augmentant les subsides alimentaires avec le résultat d'aggraver les déficits de leur budgets publics.

L'explosion démographique et le processus d'urbanisation augmentent la demande de nourriture et donc d'eau. Au même temps, le déclin des nappes phréatique, la diversion des eaux d'irrigation vers la zone urbaine e la diminution des surfaces agricoles à cause de l'urbanisation réduisent l'offre alimentaire. En effet, il ne faut pas oublier qu'un être humain se contente de boire de deux à quatre litres d'eau par jour (sous des formes diverses), mais la production nécessaire à son alimentation journalière requiert deux mille litres. Selon le Earth Institute, chaque million additionnel d'habitants requiert environs 40.000 ha d'espace pour vivre. La simple existence d'une ville moyenne d'un million d'habitants nécessite chaque jour plus de 1.8 million kg de denrées alimentaires, et plus que 600.000 tonnes d'eau potable, et 9.500 tonnes de carburant, dont la plupart doit être transporté par des distances assez longues.

Le rapport des Nations Unies de 2007 sur le réchauffement climatique nous met en garde contre les pénuries. Il dit notamment que "Les pénuries d'eaux et de nourriture toucherons des millions d'individus." Dans la seule Afrique ceux qui manqueront d'eau pourraient toucher les 250 millions. La Chine se demande dès maintenant comment gérer s pénurie d'eau. En Chine il faut 1000 tonnes d'eaux pour produire une tonne de blé dont la valeur est €200, voir €300. Pourquoi ne pas utiliser cette eaux plutôt pour augmenter la production industrielle de €14.000, ou septante à cent fois de plus? La Chine semble dès à présent vouloir réduire la production agricole interne et augmenter ses importations, car cela veut justement dire en effet d'importer de l'eau. La dernière nouvelle est que l'Arabie Saoudite, dont la population est passée de sept à vingt quatre millions depuis 1974, et qui actuellement produit encore 2,5 millions de tonnes de froment compte en arrêter la production d'ici 2016 par manque d'eau fossile. Ainsi un pays qui était exportateur net de froment, grâce aussi à ces 27 centrales de désalinisation, deviendra sous peu le 15^{ème} importateur mondial avec 3,5m de tonnes. L'agriculture, qui actuellement utilise environs 70% des eaux consommés dans le monde, pourrait ainsi devenir un demandeur résiduel de l'eau du monde à fur et à mesure qu'elle devient plus rare et plus chère. En Californie les agriculteurs ont déjà commencé à vendre à cher prix aux villes voisines leurs droits d'eau. Cela signifie évidemment la fin de l'agriculture sur les terrains qui n'ont plus d'eau. Pénurie d'eau signifie pénurie alimentaire.

Il est évident que les disponibilités alimentaires ne dépendent que de l'eau. D'autres facteurs aggravent la situation, comme la gestion intensive des pâturages, le labour excessif, la production en hausse de biomasse à usage énergétique, le choix des pays les plus pauvres de produire et consommer de plus en plus du bétail nourri de céréales⁵, la baisse des récoltes en raison des températures trop élevées, et ainsi de suite.

⁵ La consommation annuelle de viande dans les PVD a augmenté de 10 kg. pp en 1964-1966 à 26 kg. en 1997-1999 et est estimée par la FAO d'atteindre 37 kg. en 2030.

Dans ce contexte il convient de réaffirmer la corrélation unissant agriculture, énergie et environnement. L'enjeu fondamental est de voir si l'on peut atteindre simultanément l'équilibre entre l'offre et la demande alimentaire, d'économiser eau et énergie et de préserver l'environnement et si oui, comment. Etre en faveur d'une implication des agriculteurs dans la production d'**énergies renouvelables** ne signifie pas les pousser à tort et à travers sans un véritable projet d'avenir en termes de perspectives de marché et de besoins humains à l'échelle du monde et sans prendre en compte le véritable impact sur les émissions de gaz de serre. Il en va en dernière analyse de notre sécurité.

Nous assistons en effet à une concurrence croissante entre productions agricoles à usage alimentaire et productions agricoles destinées aux biocarburants, assortie d'une mutation structurelle des marchés agricoles européens et surtout américains. Par exemple, les Etats-Unis ont utilisé 20% de leur maïs pour produire du éthanol et devraient dépasser le 30% cette année. Quand le pétrole coute entre \$60 et \$100 le baril⁶ (selon qu'en parle du Brésil, l'Asie du Sud-ouest, les E.U. ou l'Europe) les agriculteurs ont un intérêt de convertir la canne à sucre, l'huile de palme, le maïs, le froment, l'huile de soya et l'huile de colza en agro-carburants, à condition, du moins en Europe, que cette production soit au même temps subsidiée et protégée des importations. L'OECD a justement défini ce genre de subsides « irrationnel » et du « gaspillage ».

Il y a manque de conscience collective sur le lien entre production interne d'éthanol et biodiesel d'une part et disponibilité de produits alimentaires et leur prix d'autre part. Les biocarburants ne peuvent pas nourrir les affamés – on lit dans le Financial Times. Désormais tout le monde sait que la biomasse et les biocarburants de première génération contribuent peu à l'indépendance énergétique mais nécessitent un usage intensif de produits chimiques et des ressources hydriques qui se font plus rares que le pétrole, et mènent à une majoration des prix et donc au déséquilibre alimentaire au dépens des plus pauvres.

En proposant d'augmenter à 10% la part des biocarburants dans l'essence, la Commission a au moins reconnu qu'il ne faut pas les obtenir en défrichant des forêts ou récupérant des zones humides. Mais si les bio-fuels ne doivent être produits sur des terres vierges, ils doivent provenir des terres agricoles. Cela veut dire que chaque fois que nous remplissons notre réservoir d'essence, nous enlevons la nourriture de la bouche de quelqu'un. Face à ces arguments, l'industrie des biocarburants nous dit alors: « Tout cela est nécessaire pour parvenir aux biocarburants de deuxième génération, qui utilisera les déchets au lieu des graines des plantes ! ». C'est une autre bêtise, car les déchets constituent le matériel organique qui maintient la structure des sols, le nourrit et lui permet de séquestrer le carbone. Sans cela il faut plus d'engrais azotés, dont les émissions d'oxyde de nitrate (qui sont 296 fois plus puissants que le CO₂) effacent tous les économies que les biocarburants pourraient produire. En effet les biocarburants de deuxième génération, comme ceux basés sur la cellulose, à la fois déplacent la production agricole et augmentent les émissions de CO₂, et de surcroît utilisent beaucoup d'eau qu'il faudrait plutôt réserver aux denrées alimentaires.

La Revue Science vient de conclure que toutes les alternatives actuelles aux combustibles fossiles en réalité augmentent les émissions de CO₂.⁷ A part les copeaux de bois usés, le biocarburant soutenable n'existe pas. Face au choix entre hausses de prix alimentaires de base et hausses des prix des carburants, quelle est ou devrait donc être notre préférence? Notre

⁶ Equivalent à €500-600 la tonne.

⁷ Par exemple le biodiesel produit du soja cause un défrichement des forêts qui cause des émissions de 17 à 420 fois supérieures aux combustibles fossiles et qu'il faut 319 ans pour compenser la dette d'émissions ainsi provoquées.

politique ne devrait-elle pas plutôt nous pousser davantage à réduire la facture énergétique et de repenser la gestion des ressources d'eau?

Malheureusement l'Union Européenne et ses Etats Membres, et encore pire les Etats-Unis, se sont engagés à l'aveuglette dans le soutien des biocarburants, sans en mesurer toutes les conséquences. Cela ne signifie nullement un manque d'appréciation de ma part pour les objectifs chiffrés visant à réduire les émissions de serre, mais un jugement sévère sur la tendance de nos dirigeants politiques de s'affirmer à tous prix comme pro-environnement à travers des mesures à la mode quelque soit leur efficacité réelle. Et cette dernière est actuellement limitée, voir nulle.

Que la technologie puisse encore contribuer à augmenter la production alimentaire par hectare de façon plus soutenable n'est pas en doute, mais il y a des limites à cela. Les techniques de culture sans labour certes aident à retenir l'eau, augmenter le contenu de carbone dans la terre, et réduire l'énergie requise pour cultiver et lutter contre l'érosion éolienne, mais ne peuvent pas empêcher un déséquilibre à terme entre demande et offre mondiale de nourriture. En effet, on remarque un ralentissement dans l'apparition de nouvelles technologies capables d'augmenter la productivité des sols et leur efficacité tend à diminuer à fur et à mesure que les rendements des céréales butent sur les limites de l'efficacité photosynthétique.

Quoi qu'il en soit, l'exigence d'assurer la sécurité alimentaire est réapparue de façon importante, cette fois-ci au niveau mondial. L'explosion démographique, des zones urbaines, des niveaux de vie et de la consommation de viande provoquent un développement exponentiel de la demande alimentaire, avec une réduction des terres cultivables et une hausse des prix.

Les prix sont la résultante de conjugaisons de facteurs de demande et d'offre. L'offre s'est historiquement adaptée à la demande. La population mondiale a doublé entre 1960 et 2000 alors que les prix des principaux produits agricoles ont chuté d'environ 60% et que le degré de nutrition s'était amélioré. Tout le monde est d'accord sur cela. Mais sur les perspectives futures il y désaccord. Certains font remarquer que la pression démographique et la croissance économique de pays comme l'Inde et la Chine change radicalement les données du problème. Par exemple, la Chine à elle seule représente 40% de l'accroissement de la consommation mondiale de produits comme la viande et le soja pendant les derniers dix ans. La demande alimentaire a explosé à tel point que l'offre ne pourra suivre et les prix atteignent des niveaux déraisonnables. Les craintes d'un manque de nourriture à terme continuent toutefois à être écartées par ceux qui croient que le marché et la technologie vont empêcher encore un fois à Malthus d'avoir raison, car plus les prix sont hauts, plus la demande se réduit et l'offre augmente. A-t-on oublié ce qui s'est passé avec les mises en garde de Cassandra, qui n'ont pas été entendues alors qu'elle savait de quoi elle parlait?

Ce débat ressemble à celui qui fait encore fureur sur l'existence ou non du réchauffement climatique. Parmi les optimistes il y avait aussi James Lovelock, le père de la *Théorie de Gaia* qui décrit la terre avec sa biosphère comme un organisme d'autorégulation. Mais Lovelock vient de publier le livre « The Revenge of Gaya » dans lequel il constate que ce mécanisme autorégulateur est tombé malade et craint que les émissions de serre provoquées par l'activité humaine et notamment celles du méthane qui serait dégagé de la fonte du permafrost Sibérien, amèneront à la conversion du climat dans un état d'équilibre différent qui laissera les tropiques inhabitables, contraindra l'humanité à fuir vers les pôles et menacera notre civilisation. Certes, il n'y a pas de certitudes dans ce domaine, telle est la complexité du

système terrestre et de sa biosphère. Mais si le monde n'y prend pas garde en agissant selon le principe de précaution et en adoptant les mesures qui s'imposent, c'est finalement Malthus qui aura bien ri.

En effet, sans changement dans notre style de vie, nos modes de consommation, nos habitudes alimentaires notamment en limitant notre consommation de viande, sans réforme agraire dans les pays de l'hémisphère Sud permettant aux pauvres d'accéder à la terre, et sans politiques alimentaires soutenables partout, il devrait être impossible de libérer assez de terres et satisfaire la demande alimentaire mondiale à des prix raisonnables.

Les responsables de l'Union Européenne ne peuvent ignorer le rôle fondamental que l'Europe est appelée à jouer face aux cycles d'insécurité alimentaire en perspective. Le sort des besoins alimentaires exige des agriculteurs européens qu'ils poursuivent leur vocation de fournisseurs de nourriture de la planète. Par conséquent, notre défi est de façonner la politique européenne de façon à préserver notre capacité de produire en Europe de manière durable et sans surproductions des denrées alimentaires en quantité suffisante à répondre à une demande croissante, notamment de la part de pays densément peuplés déjà touchés par la pénurie alimentaire. Les fermiers jouent un rôle majeur à tous ces égards et doivent se demander comment ils peuvent au même temps contribuer à satisfaire la demande alimentaire, économiser l'énergie e l'eau, et préserver l'environnement, et tout cela face aux attaques croissantes contre la PAC et son coût.

Dans la mesure où les scénarios de surproduction devraient être à terme remplacés par des situations de pénurie alimentaire, il faut s'attendre à moins de concurrence entre producteurs d'aliments de base pour l'accès aux marchés alimentaires, mais à plus de compétition entre importateurs nets de ces mêmes produits pour l'accès au ravitaillement. Dés lors, aux barrières à l'importation en vigueur actuellement succèdent des à présent des limitations aux exportations, et si l'Europe ou d'autres Etats exportateurs de produits alimentaires de base devaient faire face à des périodes de demande s'approchant de l'offre interne, ils pourraient s'inspirer des méthodes récemment employées par certains pays dans des situations similaires: limiter les exportations.⁸ Traditionnellement accusée de pratiquer le dumping pour inonder les marchés mondiaux de ses surplus alimentaires, l'Europe risquerait alors d'être montrée du doigt, cette fois-ci en raison de l'imposition de restrictions aux exportations.

En conclusion, tout le monde sait qu'il n'y a pas de vue unique sur les faits, ni surtout sur les perspectives concernant les défis que je viens de décrire. Pour ma part j'ai exprimé mes craintes concernant à la fois la sécurité alimentaire et la sécurité environnementale de notre planète.

Les défis dont j'ai parlé ne peuvent en aucun cas être traités sans une combinaison de politiques concernant l'industrie, les transports, la recherche, la politique agricole et rurale etc., et requièrent en plus et surtout un changement dans nos styles de vie. Les pouvoirs publics ne pourront pas tout faire. Nous devons donc assumer nos responsabilités, non seulement à travers des comportements qui sauvegardent nos ressources naturelles, mais également à travers une disponibilité à contribuer financièrement à la sauvegarde de notre

⁸ Le Canada et l'Australie l'ont fait en 2002, la Russie en 2003 et le Viêtnam a temporairement refusé des requêtes d'importation alimentaire de la Chine en 2004.

environnement. C'est pour cela, en particulier en ce qui concerne nos zones rurales, que j'ai créé avec l'ex Commissaire Fischler, l'ELO, les Friends of the Countryside et quelques Ministres et industriels une fondation pour l'instant unique en Europe, afin de contribuer au développement rural. Elle s'appelle Rural Investment Support for Europe ou RISE Foundation. Son site est www.risefoundation.eu. Toute aide est bien venue et fiscalement déductible sur demande préalable.
